VERSION 7.05.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**MINISTRE DE L'ECONOMIE DES
FINANCES ET DU PLAN**

DIRECTION GENERALE DES FINANCES

DIRECTION DU BUDGET

PROJET DE LOI DE REGLEMENT

GESTION 1988 - 1989

EXPOSE DES MOTIFS

BUDGET GENERAL GESTION 1988 - 1989

Le projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution de la loi n° 88-02 du 16 juin 1988 portant loi de finances pour l'année financière 1988/1989.

La loi de finances de 1988/1989 était le second retraçant dans un même document l'effort global déployé par l'Etat, tant par nos ressources internes que par l'aide apportée par les pays amis et les institutions internationales partenaires du Sénégal

Elle arrêta les opérations financières de l'Etat selon la décomposition suivante:

(en milliards)

RESSOURCES		CHARGES	
- Recettes ordinaires:	226,780	dépenses ordinaires	226,780
- Recettes extraordinaires	27,500	dépenses extraordinaires	27,500
- Ressources extér.affectées	95,815	dép.en capital affectées	95,815
- Comptes spéc. du trésor	138,529	Comptes spéc. du trésor	138,529
	-----		-----
TOTAL	488,624	TOTAL	488,624

Le montant global des ressources et des dépenses mis à la charge du Trésor public qui était de 392,809 milliards de francs, n'a pas fait l'objet de modifications par décret d'avances. Il se présente comme suit :

I. budget de fonctionnement :

(en milliards)

RESSOURCES		CHARGES	
- Recettes ordinaires:	226,780	dépenses ordinaires	226,780
- Recettes extraordinaires	27,500	dépenses en capital	27,500
	-----		-----
TOTAL (I)	254,280	TOTAL	254,280

II. Comptes spéciaux du Trésor :

- Comptes spéc. du trésor	138,529	Comptes spéc. du trésor	138,529
	-----		-----
TOTAL (II)	138,529	TOTAL	138,529
	-----		-----
TOTAL GENERAL (I +II)	392,809	TOTAL	392,809

L'exécution de la loi de finances dans la partie relative au budget de fonctionnement s'est traduite par les résultats repris dans le tableau présenté ci-dessous :

en milliards de francs CFA

<i>Rubriques</i>	<i>Prévisions</i>	<i>Réalisations</i>	<i>Variations</i>
BUDGET DE FONCTIONNEMENT			
<i>Ressources</i>	226,780	210,856	15,924
<i>Charges</i>	226,780	217,683	9,097
Résultat (ress. – charges)	-	-6,827	
BUDGET D'EQUIPEMENT			
<i>Ressources</i>	27,500	5,909	21,591
<i>Charges</i>	27,500	18,445	7,078
Résultat (ress. – charges)		-12,536	
TOTAUX GENERAUX			
<i>Ressources</i>	254,280	216,765	37,515
<i>Charges</i>	254,280	236,128	18,152
Résultat (ress. – charges)		- 19,363	

Les résultats de l'exécution budgétaire peuvent être analysés conformément au plan suivant :

- 1°) constatation des encaissements de recettes et des décaissements pour dépenses,
- 2°) situation des pertes et profits nés de l'exécution des comptes spéciaux du trésor et des comptes de trésorerie,
- 3°) affectation des résultats

I. CONSTATATION DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES DECAISSEMENTS POUR DEPENSES :

1. budget de fonctionnement :

Le budget de fonctionnement a été arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 226,780 milliards contre 216,500 milliards pour la gestion 1987/88 soit une augmentation de 4,75 % en valeur relative.

1.1 : Les recettes ordinaires :

Les prévisions de recettes de 226,780 milliards de francs étaient fondées sur une augmentation des recettes fiscales, notamment les impôts sur le revenu (IPPR), les taxes spécifiques sur la consommation intérieure et la taxe sur le chiffre d'affaires du fait de la relance économique

Au niveau des recettes non fiscales les revenus du domaine immobilier ont fortement augmenté en prévision de la vente de terrains privés de l'Etat.

Les recettes recouvrées en fin de gestion se montent à 210,856 milliards de francs CFA, laissant apparaître un gap de 15,924 milliards de francs CFA par rapport aux prévisions.

Les postes les plus significatifs dans la constitution de ce gap se résument comme suit :

- au niveau des recettes fiscales :
 - les droits de douanes pour environ 10,3 milliards,
 - les droits d'enregistrement et de timbre pour 3,345 milliards
- au niveau des recettes non fiscales :
 - le revenu des domaines pour 6,4 milliards

Cette contre-performance s'explique par le fait que la vente de terrains privés de l'Etat, dont la vitesse de croisière était attendue au cours de cette année, ne s'est pas réalisée.

Par contre on relève une bonne progression des recettes ordinaires, notamment les recettes fiscales, dont les réalisations sont satisfaisantes.

Le tableau suivant illustre bien cette tendance.

Evolution des structures de recettes

en milliards de francs

<i>Nature de la recette</i>	<i>Réalisations 1987/88</i>	<i>Prévisions 1988/89</i>	<i>Réalisations 1988/89</i>
<i>Impôts directs</i>	62,342	52,500	61,451
<i>droit de douane</i>	91,951	92,100	81,811
<i>TVA, tps, tob, tci</i>	29,370	60,500	56,821
<i>dt enregist. timbre</i>	7,100	10,150	6,715
<i>Recettes fiscales</i>	190,763	215,250	206,798
<i>revenu du domaine</i>	1,166	7,860	1,416
<i>rev. expl. industr.</i>	3,073	2,940	1,383
<i>contrib et particip</i>	-	0,730	1,259
<i>Recettes non fiscales</i>	4,239	11,530	4,058
<i>Total des recettes ordinaires</i>	195,002	226,780	210,856

1. 2 : Les dépenses ordinaires :

Les dépenses ordinaires ont été arrêtées à la somme de 226,780 milliards dans la loi de finances pour l'année 1988/1989.

Evolution et structure des dépenses

en milliards de francs

<i>Nature de la dépense</i>	<i>Prévisions 1988/89 art 42 L.O. (1)</i>	<i>Réalisations 1988/89 (2)</i>	<i>% dans budget (3)</i>	<i>Taux de réalisation (4) = (2/1)</i>
<i>Personnel</i>	111,193	120,962	55,57%	108,79%
<i>Matériel</i>	44,254	34,283	15,75%	77,47%
<i>Entretien</i>	5,363	3,391	1,56%	63,23%
<i>Transfert</i>	48,593	39,675	18,23%	81,65%
<i>Diverses</i>	16,796	18,792	8,63%	111,88%
<i>Spéciales</i>	580	580	0,27%	100,00%
Total Dépenses ordinaires	226,780	217,683	100%	95,99%

Les dépenses ont été exécutées à hauteur 217,683 milliards de FCFA .

Les résultats de l'exécution des dépenses ordinaires laisse apparaître un disponible de crédits de 9,097 milliards .

La décomposition de la totalité des chapitres sur lesquels, des disponibles sont constatés, est donnée dans l'annexe II jointe au présent projet de loi de règlement.

Les dépenses dotées de crédits évaluatifs par la loi de finances, dont l'exécution laisse apparaître des dépassements de crédits, feront l'objet, dans le présent projet de loi de règlement, de dispositions particulières d'ajustement des réalisations, aux prévisions par une ouverture de crédits en application de l'article 37, alinéa 1 de la Loi Organique 75-64 du 28 juin 1975 .

Les ouvertures de crédits, concernent des chapitres aux dotations évaluatives, dont les crédits sont normalement , en fin de gestion, portés à hauteur des dépenses nettes constatées (article 37, alinéa I de la Loi Organique).

Les ouvertures de crédits, pour la loi 88-02 du 16 juin 1988, portant loi de finances pour la gestion 1988/89, se rapportent à des crédits évaluatifs expressément visés par l'état VI annexé à la loi de finances. Elles concernent :

- les dépenses de personnel pour 9,768 milliards,*
- les dépenses communes notamment les lignes de dépenses diverses (chapitre 605), en particulier les articles relatifs à la prime à l'exportation, aux frais d'expertise et de contentieux, au remboursement des sommes indûment perçues par le Trésor etc.) pour 1,996 milliards .*

C'est l'article 2 du présent projet de loi qui procède aux ouvertures de crédits pour un montant total de 11,764 milliards.

Enfin, les crédits ouverts et qui n'ont pas été engagés, en fin de gestion, feront l'objet d'annulation dans le présent projet de règlement. Ces derniers concernent les chapitres dotés de crédits limitatifs pour un montant de 20,861 milliards, comme indiqué à l'article 3 du présent projet de loi.

2. budget d'équipement :

2.1. Les recettes extraordinaires :

Les prévisions de recettes de 27,500 milliards étaient fondées sur une subvention du budget de fonctionnement au budget d'investissement, à laquelle s'ajouteraient des emprunts.

A la clôture des opérations, les recettes extraordinaires ont donné les résultats suivants:

- prévisions LFI	27,500 milliards
- recettes encaissées	5,909 milliards de FCFA
- moins value (sur prévisions)	- 21,590 milliards

L'annexe I jointe au présent projet de loi de règlement, présente l'exécution des recettes budgétaires en détail.

2.2 Les dépenses extraordinaires :

Les recouvrements au titre des recettes extraordinaires de 5,909 milliards de F CFA ont supporté les dépenses en capital de la gestion courante en plus de celles issues de la gestion 1987/88.

Ces opérations laissent apparaître à la clôture de la gestion, un excédent des dépenses sur les recettes qui se résume comme suit :

- recettes encaissées	:	5,909 milliards de F CFA
- dépenses en capital réalisées :		18,445 milliards de F CFA
- excédent des dépenses sur les recettes		- 12,536 milliards de F CFA (II)

La situation de l'exécution des dépenses de capital dont le Trésor Public est comptable assignataire est décrite dans l'annexe II jointe au présent projet de loi de règlement.

L'ensemble de ces résultats peut être apprécié par comparaison a ceux des dernières années selon le tableau suivant :

Progression des Recettes et des dépenses définitives*en milliards de francs*

Nomenclature	1986/1987	1987/1988	1988/1989
Recettes			
montant :	170,860	212,971	216,765
évolution par rapport à l'année précédente (en %)	- 1,80 %	24,65%	1,78%
Dépenses			
montant :	212,414	230,712	236,128
évolution par rapport à l'année précédente(en %)	- 0,95 %	8,61%	2,35%

Couverture des dépenses par les recettes*en milliards de francs*

Nomenclature	1986/1987	1987/1988	1988/1989
Recettes totales	170,860	212,971	216,765
Dépenses totales :	212,414	230,712	236,128
Pourcentage de couverture des dépenses par les recettes	80,44%	92,31%	91,80%

II. SITUATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR ET DES COMPTES DE TRESORERIE :**3. 1 Comptes spéciaux du Trésor :**

En ce qui concerne les comptes spéciaux du Trésor, le projet de loi de règlement constate les pertes et profits sur ces comptes ; c'est pourquoi les articles 5 et 6 permettent de constater une perte globale de - 27,983 milliards de francs CFA lors de l'exécution des comptes spéciaux.

(voir tableau)

3. 2 Comptes de trésorerie:

S'agissant des comptes de trésorerie, le projet de loi de règlement constate un profit de 12,519 millions de francs CFA ont été tirés des comptes de trésorerie suivants :

50.01 Frais de poursuite et de contentieux ;

50.02 Intérêt sur dépôt des particuliers.

En outre des pertes de - 8,066 milliards de FCFA ont été enregistrées sur certains comptes que sont :

50.14 Intérêt des valeurs du Trésor à court terme ;

50.15 Intérêt des avances de l'Institut d'émission ;

50.22 Commissions et remises allouées aux banques.

III. AFFECTATION DES RESULTATS :

Le projet de loi de règlement établit le résultat de l'année qui se présente comme suit :

- au niveau du budget de fonctionnement, il est constaté :

- un excédent de dépenses sur les recettes - 19,363 milliards de F CFA (article 4 du projet de loi),

- dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor, il e
 - un profit de + 4,041 milliards de FCFA (ar
 - une perte de - 32,023 milliards de FCFA, (
 - soit une perte nette de - 27,982 milliards.

- dans l'exécution des comptes de trésorerie, il est cor
 - une perte de - 8,066 milliards de CFA (a
 - un profit de 12,519 millions de francs CFA (article 8 au proj
 - soit une perte nette de - 8,053 milliards de francs CFA.

Le solde à transférer au compte permanent des découverts du Trésor au sens de l'article 37, alinéa 3 de la loi organique correspond :

- à l'excédent des dépenses sur les recettes du budget de la gestion 1987/88, soit un montant de - 19,363 milliards de F CFA,
- au solde des pertes et profits des opérations des comptes spéciaux du Trésor pour un montant de -27,982 milliards de F CFA,
- au solde des pertes et profits des opérations de trésorerie de la gestion pour un montant indiqué de - 8,053 milliards de FCFA.

Soit une perte de globale de -55,398 milliards de francs CFA.

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement, soumis à votre approbation.

Le Ministre délégué auprès du Ministre
de l'Economie, des Finances et du
Plan Chargé du Budget .

TABLEAU : DETERMINATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR RESSORTANT DES PERTES OU DES PROFITS AU 30 JUIN 1989

NOMENCLATURE	RECETTES DE LA GESTION	DEPENSES DE LA GESTION	SOLDES DE LA GESTION		PERTE OU PROFIT CONST.
			DEBIT	CREDIT	
1° SECTION : COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE					
30.01 Fonds National de retraite	13,031,594,818	12,349,376,102		682,218,716	682,218,716
30.02 Fonds routier	3,000,012,230	3,383,677,396	383,665,166		(383,665,166)
30.03 Fonds d'amél. de l'Habitat	1,304,815,530	1,360,805,403	55,989,873		(55,989,873)
30.04 Fonds national de l'Energie		1,787,403,214	1,787,403,214		(1,787,403,214)
30.05 Caisse autonome d'amortis.	81,410,543,190	106,874,445,223	25,463,902,033		(25,463,902,033)
30.06 Fonds géologiques et minier	911,913,360	177,971,575		733,941,785	733,941,785
30.07 Fonds équipement collectivités locales	1,900,000,000	1,300,000,000		600,000,000	600,000,000
30.08 Fonds de promotion touristique	372,275,760	496,508,394	124,232,634		(124,232,634)
30.09 compte de liquidation opérations ex aof	-	2,103,000	2,103,000		(2,103,000)
Sous / TOTAL	101,931,154,888	127,732,290,307	27,817,295,920	2,016,160,501	(25,801,135,419)
30.12 frais de contrôle orga. d'assurances	425,000	87,714,108	87,289,108		(87,289,108)
30.14 fonds national forestier	393,496,590	300,997,859		92,498,731	92,498,731
30.15.XX Fonds spéciaux	241,095,745	976,507,970	735,412,225		(735,412,225)
SOUS/ TOTAL	635,017,335	1,365,219,937	822,701,333	92,498,731	(730,202,602)
30.17.XX fonds d'aide spéciaux divers	916,007,655	116,196,046		799,811,609	799,811,609
SOUS /TOTAL	916,007,655	116,196,046	-	799,811,609	799,811,609
30.18.XX caisse d'encouragement à la pêche	910,509,492	454,755,509		455,753,983	455,753,983
30.19.03 cas svces rétribués sces sécurité	65,039,762	54,082,896		10,956,866	10,956,866
30.19.04 contribution Comm.lutte/incendie	147,058,703	63,340,339		83,718,364	83,718,364
30.19.05 sces rétribués sapeurs pompiers	7,792,449	6,615,810		1,176,639	1,176,639
30.19.06 srces rétribués DTAI	4,792,730			4,792,730	4,792,730
SOUS/ TOTAL	1,135,193,136	578,794,554	-	556,398,582	556,398,582
TOTAL COMPTE D'AFFECTATION SP.	104,617,373,014	129,792,500,844	28,639,997,253	3,464,869,423	(25,175,127,830)

NOMENCLATURE	RECETTES DE LA GESTION	DEPENSES DE LA GESTION	SOLDES DE LA GESTION		PERTE OU PROFIT CONST.
			DEBIT	CREDIT	
<u>2° SECTION : COMPTES DE COMMERCE</u>					
30.20.05 compte de liquidation 5è plan		6,671,512	6,671,512		(6,671,512)
30.20.06 compte de liquidation 5è plan		470,341,387	470,341,387		(470,341,387)
30.21 fonds d'approvisionnement magasins	200,156,800	199,477,776		679,024	679,024
30.24 opérations des armées	66,634,899	90,515,562	23,880,663		(23,880,663)
30.25 service géographique national	781,550	-	-	781,550	781,550
SOUS/ TOTAL	287,573,249	767,006,237	500,893,562	1,460,574	(490,432,988)
<u>3 ° SECTION : COMPTE DE REGLEMENT AVEC LES GOUVERNEMENTS ETRANGERS</u>					
30.33.01 Accord Sénégal P/ C Mauritanie	11,529,359	10,471,629		1,057,730	1,057,730
30.33.03 règlements réciproques		11,529,359	11,529,359		(11,529,359)
30.34.01 Sénégal P/C France	3,521,488,514	3,512,484,353		9,004,161	9,004,161
30.34.02 Accord Franco-Sénégalais	186,197,522	176,832,787		9,364,735	9,364,735
30.34.03 Règlements réciproques	2,116,832,854	2,411,359,189	294,826,325		(294,826,325)
SOUS / TOTAL	5,836,048,259	6,122,977,317	308,355,684	19,426,626	(286,929,058)
<u>4° SECTION : COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</u>					
30.41 Pertes et profits de change	645,201,159	89,875,060		555,326,099	555,326,099
SOUS / TOTAL	645,201,159	89,875,060	-	555,326,099	555,326,099
<u>5 ° SECTION : COMPTES DE PRETS</u>					
30.53.01 prêts divers particuliers et organismes		904,960,496	904,960,496		(904,960,496)
SOUS / TOTAL	-	904,960,496	904,960,496	-	(904,960,496)
<u>6° SECTION : COMPTES D'AVANCES</u>					
30.63.01 avance à 1an collectivités secondaires		588,850,424	588,850,424		(588,850,424)
30.64.01 avances organismes et particuliers		450,000,000	450,000,000		(450,000,000)
SOUS / TOTAL	-	1,038,850,424	1,038,850,424	-	(1,038,850,424)

NOMENCLATURE	RECETTES DE LA GESTION	DEPENSES DE LA GESTION	SOLDES DE LA GESTION		PERTE OU PROFIT CONST.
			DEBIT	CREDIT	
7° SECTION : COMPTES DE GARANTIE ET D' AVALS					
30.71 compte de garantie et d'aval	-	632 415,116	632,415,116		(632 415,116)
SOUS / TOTAL	-	632,415,116	632,415,116	-	(632,415,116)
RECAPITULATION GENERALE					
30.0 COMPTES D'AFFECTATION SPECIALES	104,617,373,014	129,792,500,844	28,639,997,253	3,464,869,423	(25,175,127,830)
30.2 COMPTES DE COMMERCE	267,573,249	767,006,237	500,893,562	1,460,574	(469,432,988)
30.3 COMPTES DE REGLEMENTS ETRANGERS	5,836,048,259	6,122,977,317	306,355,684	19,426,626	(286,929,058)
30.4 COMPTES OPERATIONS MONETAIRES	645,201,159	89,875,060	-	555,326,099	555,326,099
30.5 COMPTES DE PRETS	-	904,960,496	904,960,496	-	(904,960,496)
30.6 COMPTES D'AVANCES	-	1,038,850,424	1,038,850,424	-	(1,038,850,424)
30.7 COMPTES DE GARANTIE ET D' AVALS	-	632,415,116	632,415,116	-	(632,415,116)
TOTAL GENERAL	111,366,195,631	139,348,585,494	32,023,472,535	4,041,082,722	(27,982,389,813)

PROJET DE LOI
BUDGET GENERAL
GESTION 1988 - 1989

Le Parlement a délibéré et adopté en ses séances des la loi dont la teneur suit :

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF
DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET
DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES :**

Article premier : Conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 1, de la Loi 75-64 du 28 juin 1975 portant Loi Organique relative aux lois de Finances, le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses, au titre de la gestion 1987/1988, se présente comme suit :

1.1. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

- RECETTES ENCAISSEES	210.856.213.079 F CFA
- DEPENSES ORDONNANCEES.....	217.683.230.390 F CFA
- Excédent des dépenses sur les recettes de :	- 6.827.017.311 F CFA

1.2. BUDGET D'EQUIPEMENT

- RECETTES ENCAISSEES.....	5.909.441.500 F CFA
- DEPENSES ORDONNANCEES.....	18.445.024.415 F CFA
- Excédent des recettes sur les dépenses de :	- 12.535.582.915 F CFA

1.3. RECAPITULATION

NATURE	RECETTES ENCAISSEES	DEPENSES ORDONNANCEES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	210.856.213.079	217.683.230.390	- 6.827.017.311
EQUIPEMENT	5.909.441.500	18.445.024.415	- 12.535.582.915
BUDGET GENERAL	216.765.654.579	236.128.254.805	- 19.362.600.226

**II. AJUSTEMENT DES PREVISIONS
AUX REALISATIONS :**

2.1. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 1, de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de Finances, sont ouverts, sur la gestion 1988/1989 des crédits d'un montant de onze milliards sept cent soixante quatre millions trois cent cinquante sept mille huit cent soixante dix huit (11.764.357.878) applicables aux budgets et chapitres figurant au tableau II annexé à la présente loi.

cf 87 |
Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 1, de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de Finances, sont annulés, sur la gestion 1988 /1989 des crédits d'un montant de vingt milliards huit cent soixante et un millions cent vingt sept mille quatre cent quatre vingt huit (20.861.127.488), applicables aux budgets et chapitres figurant au tableau II annexé à la présente loi.

III. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT :

3.1 . BUDGET GENERAL

cf 214 |
Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la Loi Organique relative aux lois de Finances, le compte de résultat du budget de fonctionnement de la gestion 1988/1989 s'est traduit par un excédent des dépenses sur les recettes arrêté à la somme de : dix neuf milliards trois cent soixante deux millions six cent mille deux cent vingt six (- 19.362.600.226) francs CFA.

3.2 CONSTATATION DES PERTES ET PROFITS DANS L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX :

3.2.1 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR :

a) constatation des profits

cf 112 |
Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 a , de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de Finances, est constatée un profit d'un montant de : quatre milliards quarante et un millions quatre vingt deux mille sept cent vingt deux (+ 4.041.082.722) francs CFA dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 1988/1989, en application des dispositions des articles 22 à 30 de la Loi organique (annexe III .)

b) constatation des pertes

cf 112 |
Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 d, de la loi 75-64 du 28 juin 1975, portant loi organique relative aux lois de Finances, est constatée une perte d'un montant de : trente deux milliards vingt trois millions quatre cent soixante douze mille cinq cent trente cinq (- 32.023.472.535) francs CFA , dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor, au titre de la gestion 1988/1989, en application des dispositions des articles 22 à 30 de la Loi organique(annexe III).

4.3 CONSTATATION DES PERTES ET PROFITS **RESULTANT DES COMPTES DE TRESORERIE :**

4.3.1 CONSTATATION DES PROFITS :

cf 89 | Article 7 : Est constaté, un profit de douze millions cinq cent dix neuf mille quatre vingt trois (+ 12.519.083) francs CFA, résultant de l'exécution des opérations de trésorerie de la gestion 1987/1988 au niveau des compte suivants :

- compte 50. 01 frais de poursuite et de contentieux	12.212.218 F CFA
- compte 50. 02 intérêts sur les dépôts en compte courant des particuliers	306.865 F CFA

4.3.2 CONSTATATION DES PERTES :

cf 89 | Article 8 : Est constatée une perte de huit milliards soixante six millions cent soixante onze mille trois cent huit (- 8.066.171.308) francs CFA, résultant de l'exécution des opérations de trésorerie de la gestion 1988 /1989 au niveau des comptes ci-après :

- compte 50. 14 intérêts valeurs du trésor à court terme	310.500 FCFA
- compte 50. 15 intérêts /avances institut émission	7.888.734.722 FCFA
- compte 50. 22 commission /remises allouées aux banques	177.126.086 FCFA

IV. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE **1988/1989 AU COMPTE PERMANENT DES** **DECOUVERTS DU TRESOR :**

5.1 . BUDGET GENERAL

cf 814 | Article 9 : Conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 4, de la Loi 75-64 du 28 juin 1975, portant Loi Organique relative aux lois de Finances, est autorisé le transfert au Compte Permanent des découverts du Trésor, de l'excédent des dépenses sur les recettes, arrêté à la somme de : dix neuf milliards trois cent soixante deux millions six cent mille deux cent vingt six (- 19.362.600.226) francs CFA, conformément à l'article 4 de la présente loi.

5.2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR :

cf 812 | Article 10 : Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 4, de la loi 75-64 du 28 juin 1975, portant loi Organique relative aux lois de finances, le transfert au compte permanent des découverts du Trésor, de la perte de vingt sept milliards neuf cent quatre vingt deux millions trois cent quatre vingt neuf mille huit cent treize (- 27.982.389.813) francs CFA, résultant des articles 5 et 6 de la présente loi.

5.3. COMPTES DE TRESORERIE :

Article 11 : Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 4 de la loi 75-64 du 28 juin 1975, portant loi organique relative aux lois de Finances, le transfert au compte permanent des découverts du Trésor, de la perte de huit milliards cinquante trois millions six cent cinquante deux mille deux cent vingt cinq (- 8.053.652.225) francs CFA résultant des articles 7 et 8 de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat .

FAIT A DAKAR, LE